

## Pour une relance allemande avec Jérôme Creel et Eloi Laurent

La Tribune, 11 février 2008

En bons keynésiens, Jérôme Creel et Eloi Laurent, de l'OFCE, appellent de leurs vœux une relance budgétaire allemande qui servirait l'intérêt général européen.

La politique macroéconomique est de retour. Face à la menace d'un "ralentissement global" en 2008, le très orthodoxe FMI vient, par la voix de son nouveau directeur général, de troquer son redoutable "programme d'ajustement structurel" (fait de libéralisation aveugle des marchés, d'assainissement budgétaire dépressif et de privatisations tous azimuts) pour une politique d'ajustement conjoncturel, qui s'en remet au bon vieux "policy mix" keynésien, mêlant stimulation budgétaire et assouplissement monétaire.

On ne peut que s'en réjouir. Sauf, bien entendu, à considérer que l'économie mondiale mérite une cure à la façon de Molière, les purges et les saignées ayant, comme on le sait, toujours fait le plus grand bien au plus grand nombre de malades. Mais la Commission européenne ne l'entend pas de cette oreille. Au moment même où les voyants des grandes économies européennes virent à l'orange, Bruxelles se braque et on redécouvre que le Pacte de stabilité est toujours aussi "stupide" que par le passé : n'ayant pas assez incité les Etats européens à constituer des réserves pour les mauvais jours, il prévoit, à présent que vient le gros temps, de les rationner.

La BCE, tout à son attentisme n'a, quant à elle, pas d'oreille: quand bien même les responsables politiques voudraient lui susurrer qu'il est encore temps de ne pas persévérer dans l'erreur, ils ne peuvent pas, en l'état actuel du droit communautaire, lui parler sans détour (le détour étant la politique de change). Or, le temps presse. Quel espoir, alors, pour la croissance de la zone euro en 2008 ? Notre amie l'Allemagne !

Non seulement une relance budgétaire allemande servirait l'intérêt général européen, mais elle serait également favorable, et c'est bien l'essentiel du point de vue de l'économie politique de l'affaire, aux Allemands eux-mêmes, et donc à leurs dirigeants.

La relance économique coordonnée est un vieux et beau rêve que font les Européens convaincus comme Jean-Paul Fitoussi depuis les années 1980. En construisant un système institutionnel qui encourage et récompense le chacun pour soi, on a fait tout le contraire depuis lors. Qui peut dire, au vu des performances économiques de la zone euro depuis deux décennies, que ce fut une bonne chose ? Il faut hélas reconnaître que l'Allemagne de Gerhard Schröder puis d'Angela Merkel a cédé depuis 2000 à cette tentation du cavalier seul, entre désinflation compétitive, TVA sociale et concurrence fiscale.

Le résultat n'est pour le moins pas probant: le "miracle" allemand se résume à l'année 2006 (2,9 % de croissance) et tient pour l'essentiel à une glaciation salariale qui n'est plus viable démocratiquement. Mais au moins l'Allemagne est-elle proche de l'équilibre budgétaire. Elle est aussi proche de la crise de nerfs politique: le pays est en train de virer de bord dans la confusion des alliances, comme l'ont montré les

dernières élections régionales qui ont doublement sanctionné la politique sociale de... Gerhard Schröder, à travers Angela Merkel dans la Hesse et en la personne du successeur de l'ex-chancelier en Basse-Saxe. Berlin a donc tout intérêt à traduire politiquement l'exigence de justice sociale de salariés appauvris sur l'autel de la compétitivité à l'exportation, en rééquilibrant le partage de la valeur ajoutée allemande.

Cette relance salariale permettrait, par le jeu des échanges intracommunautaires, d'atténuer au meilleur moment les deux points faibles de la zone euro dans la période récente: la consommation allemande et l'exportation française. Elle viendrait aussi aider l'économie mondiale à compenser la récession américaine, comme l'ont montré les débats au sein du G7. Cette politique n'irait bien entendu pas sans risques, notamment celui de provoquer une contre-mesure monétaire de la BCE, qui trouverait là matière à justifier ses angoisses inflationnistes. Mais une hausse punitive des taux d'intérêt européens est improbable car trop coûteuse politiquement, même si, en optant pour l'inertie, la BCE risque, comme en 2001, de faire plonger la zone euro en 2008, comme nous le montrons dans une étude récente.

Berlin résiste pour l'heure à cette idée. Mais les aspirations salariales des Allemands sont de toute façon irrépessibles et il faudra bien que quelqu'un assume la responsabilité de la politique économique européenne, alors que la stagnation menace. On est bien sûr en droit de lever les yeux au ciel d'indignation devant cette proposition "européennement" incorrecte. Quoi, la cigale ayant chanté tout l'été appelle à la rescousse la fourmi, une fois la bise venue ? Mais le projet européen n'est justement pas une fable morale ! C'est une ambition politique.

Le fin mot de l'histoire n'est pas la vertu: c'est la solidarité. Il en va de même au plan mondial. Il est futile d'opposer l'épicurisme américain au stoïcisme européen, le sang-froid de l'Ancien monde au sang chaud du Nouveau. La zone euro ne sera pas en 2008 le passager clandestin de la relance américaine: elle sera la première victime de sa propre inertie.

Jérôme Creel est directeur adjoint du Département des études de l'OFCE (Centre de recherche en économie de Sciences-po) et professeur à l'ESCP-EAP. Eloi Laurent est économiste senior à l'OFCE et enseigne à Sciences-po, Stanford University et au Collège des hautes études européennes.